

Le Lotois : un paysan républicain et catholique pratiquant.

En 1905, le Lot reste un département essentiellement rural : les villes (9 de plus de 2 000 habitants), souvent gros bourgs ruraux longtemps isolés, ne concentrent que 18 % de la population (en 1901 : Cahors compte 14 000 habitants et Figeac, 5 860). L'immense majorité des Lotois vivent de l'agriculture et mènent une vie toujours difficile même si, courant XIX^e s., ils ont connu des améliorations du régime alimentaire, du bien-être matériel et de l'instruction qui a permis de faire évoluer les rapports sociaux et d'adoucir les mœurs. A la veille de la 1^{ère} guerre mondiale, un paysan lotois gagne trois ou quatre fois moins en moyenne que le plus petit fonctionnaire, cantonnier ou facteur rural. La mendicité, qui a longtemps contribué à maintenir très bas les salaires agricoles, ne disparaît des campagnes quercynaises qu'après 1918.

L'économie et la démographie.

Le Lot ne compte pas d'industrie, c'est un département agricole dont le sol, sauf dans les vallées de la Dordogne et du Lot, est « *pauvre, avare, souvent stérilisé par la sécheresse* » (Mgr. J. Calvet). Les productions (blé, maïs, seigle, avoine, pommes de terre, châtaignes, noix) dépassent légèrement les besoins de la consommation. Les agriculteurs parfois métayers (arrondissement de Figeac), domestiques ou journaliers, la plupart petits propriétaires exploitants mais souvent obligés de travailler chez les autres, utilisent peu d'engrais et des outils archaïques qui ne permettent que de faibles rendements.

Depuis le milieu du XIX^e s., la construction d'un réseau routier, le perfectionnement de la navigation fluviale (dérivations souterraines, percements de méandres et constructions de nouvelles écluses sur le Lot) et les premières voies ferrées (1862 : ligne Brive-Capdenac, 1869 : ligne Cahors-Libos, construction de la première gare de Cahors) ont permis de rompre en partie l'isolement et ont ouvert aux agriculteurs un marché de plus en plus vaste : c'est la grande époque du vignoble, épargné par l'oïdium au milieu du XIX^e s. Mais à partir de 1877, le phylloxéra et la crise générale des prix agricoles entraînent un effondrement de l'économie agraire. En 1903, les $\frac{3}{4}$ des anciennes vignes ont disparu (il reste 20 000 ha de vignes sur 80 000 en 1878). Cette catastrophe touche les viticulteurs mais aussi tous les métiers participant à la commercialisation du vin (bateliers, rouliers, artisans, commerçants). Seuls les propriétaires les plus aisés, possesseurs des meilleures terres de la vallée peuvent reconverter l'ancien vignoble en plants américains. La culture du tabac, dépendante des autorisations accordées par le pouvoir, la trufficulture et l'élevage des chevaux pour l'armée, des bovins pour les marchés urbains ou des ovins (engraissés de plus en plus pour la boucherie) ne concernent que certaines régions du département et les agriculteurs qui ont pu ou su s'intégrer dans les nouveaux circuits commerciaux. La polyculture de consommation familiale se maintient dans de nombreuses communes.

A partir de 1879, le plan Freycinet qui veut mettre fin à l'isolement des campagnes, fournit des emplois aux paysans appauvris : il permet l'amélioration des routes secondaires et l'achèvement du réseau ferré (1884 : ligne Cahors-Montauban, 1886 : Cahors-Capdenac par la vallée du Lot, 1891 : Cahors-Brive). Une deuxième gare plus spacieuse est construite à Cahors qui n'est plus un terminus mais se situe sur la ligne Paris-Toulouse. Le chemin de fer tue la voie fluviale et favorise le dépeuplement du Lot.

Le Lot atteint 295 000 habitants entre 1851 et 1861 : la pression démographique est alors très forte. Le Lot passe alors pour le département français qui compte le plus d'agriculteurs à l'hectare. A partir de 1861, la population diminue faiblement puis s'effondre après 1886. En 1901, on recense 226 720 habitants et en 1911, 205 700, soit une perte record de 30 % en 50 ans. En dehors de Cahors qui voit sa population s'accroître légèrement jusqu'en 1891 puis stagner, tous les villages, hameaux et petites villes sont touchés. La conjugaison de la baisse de la natalité et de l'exode rural expliquent la chute de la population lotoise. La dénatalité sévit depuis 1850 (à partir de 1886, la mortalité, 22 ‰, l'emporte sur la natalité, 17,5 ‰). Les départs qui touchent d'abord les plus pauvres, les salariés agricoles, puis après l'attaque du phylloxéra, les propriétaires indépendants, sont favorisés par les progrès des voies de communication. Ils se font vers les départements les plus riches de la vallée de la Garonne, vers les centres urbains méridionaux et parisiens, vers l'Amérique du Sud, l'Allemagne, l'Autriche et l'Algérie.

La vie politique.

Dépolitisées au début du XIX^e s., le nombre des électeurs censitaires étant dérisoire dans un département où les grandes fortunes sont rares, les masses quercynaises finissent par s'investir vers 1900 dans le jeu de la démocratie parlementaire. Avec la proclamation du suffrage universel, le Quercy se politise. En 1848, il élit à une écrasante majorité Louis-Napoléon Bonaparte. Mais, en signe de protestation contre le coup d'Etat du 2 décembre 1851, quelques troubles éclatent à Figeac et à Gramat. Ils sont vite réprimés par le préfet : 124 suspects arrêtés sont condamnés à la déportation dont la moitié sont des républicains notoires

incarcérés par précaution, pour les éliminer de la vie publique. Pendant tout le Second Empire, le Lot n'est représenté que par des candidats officiels indéterminables. Le régime coïncidant avec une période de prospérité agricole, les paysans en attribuent le mérite à l'empereur. En 1870, après la défaite de Napoléon III à Sedan, les Lotois continuent à voter en majorité pour les conservateurs (notamment bonapartistes) et adhèrent peu aux idées républicaines de l'enfant du pays, Léon Gambetta. Jusqu'en 1889, le Lot mérite l'appellation de « petite Corse » par son attachement aux impérialistes : le souvenir de la prospérité impériale, l'attachement aux grandes familles de notables (Murat, de Valon) et la division des républicains expliquent cette originalité.

Toutefois, de 1876 à 1881, l'arrondissement le plus pauvre du département, Figeac, élit un député républicain. A partir de 1879, les Lotois choisissent des maires républicains : avec l'appui du pouvoir, ces derniers peuvent distribuer les autorisations de planter le tabac ; c'est un puissant argument électoral. La coutume d'ériger des mais (mât d'honneur décoré) devant la maison des nouveaux conseillers municipaux démontre l'attachement des Lotois au suffrage universel et au système représentatif. En 1889, les députés de droite sont remplacés par trois républicains et à partir de 1893 vient le règne des radicaux.

Le conflit entre l'Eglise et l'Etat a des répercussions dans le Lot. Dès le 21 août 1902, le Conseil général du Lot émet le vœu que le Concordat soit aboli en France. Les députés républicains sont favorables au respect de la religion et à la liberté de conscience selon la formule « le curé à l'église, l'instituteur à l'école ». Mais le 3 juillet 1905, lors de l'adoption du projet de loi concernant la Séparation des Eglises et de l'Etat au Palais Bourbon, les députés lotois sont divisés : le radical Louis Vival (Figeac) vote pour, le docteur Emile Rey, républicain (Cahors), s'abstient et le républicain Albert Lachière (Gourdon) vote contre. Aux élections législatives de 1906, Vival conserve aisément son siège, Rey élu sénateur en janvier 1906, ne se représente pas, il est remplacé par Ernest Munin-Bourdin, un républicain progressiste, tandis que Lachière est largement battu par Louis-Jean Malvy, candidat radical. Ce département rural choisit de reconduire le seul de ses députés ayant voté la séparation et de sanctionner celui qui s'y est opposé en assurant le succès d'un candidat aux idées avancées. Il ne suit donc pas les consignes du clergé et pourtant les Lotois fréquentent en grand nombre les églises. Le 6 décembre 1905, les trois sénateurs lotois, Jean Alfred Cocula, Jean Henri Costes (deux radicaux) et Louis Pauliac (un républicain) votent la loi de Séparation.

La pratique religieuse dans le diocèse.

Le diocèse de Cahors correspond au département du Lot et son organisation est calquée sur cette division administrative : les 3 archiprêtres de Cahors, Gourdon et Figeac correspondent aux 3 arrondissements, les 29 doyennés, aux 29 cantons. Il existe 480 paroisses pour 329 communes et environ un prêtre pour 380 habitants. En 1905, le diocèse de Cahors compte environ 600 prêtres, presque tous originaires du Lot (66 % sont fils de paysans souvent petits propriétaires), formés au Petit Séminaire de Montfaucon puis au Grand Séminaire de Cahors : 80 prêtres sont ordonnés entre 1900 et 1905 (108 entre 1870 et 1875). Les congrégations religieuses d'hommes et de femmes enseignantes et hospitalières recrutent abondamment dans le diocèse.

En 1900, le Lotois est un catholique pratiquant : près des 4/5^e des hommes et des 9/10^e des femmes assistent à la messe. 60 000 hommes sur un total de 83 700 et 80 000 femmes sur 90 000 communient à Pâques. Tous les dix ans, les huit missionnaires diocésains résidant à Rocamadour réveillent les consciences religieuses en effectuant des missions de deux à trois semaines dans toutes les paroisses du diocèse. Même les hommes qui n'accomplissent pas le « devoir pascal » se sont mariés à l'église et ne veulent pas mourir sans voir un prêtre. Les catholiques manifestent une ferveur pour les sanctuaires visités depuis longtemps par les pèlerins (Rocamadour qui reçoit chaque année 50 000 visiteurs au début du XX^e s., Notre-Dame de l'Ile à Luzech, Notre-Dame de Velles à Vers, le Bienheureux Perboyre à Montgesty et plus de cinquante sanctuaires). Environ 150 communes restaurent ou bâtissent un lieu de culte entre 1830 et 1905, avec un maximum entre 1870 et 1890. Le Lotois conserve donc un comportement religieux mais non clérical.

Selon Mgr J. Calvet : « *le nombre de ceux qui appartiennent à aucune religion est négligeable ; le département n'a pas de synagogue ; il a quelques temples maçonniques et quelques temples protestants* » (pas plus de 2 000 protestants).

Resté à l'écart du développement industriel et urbain du XIX^e s., le Lot comprend essentiellement des agriculteurs paradoxalement attachés aux pratiques religieuses catholiques et aux idées républicaines avancées. Ils entendent le clergé prêcher contre les radicaux, souvent anticléricaux, mais continuent à voter pour eux. Se méfient-ils du clergé « *qu'ils soupçonnent véhémentement de vouloir rétablir la monarchie et la dîme* » ou bien est-ce que « *nos paysans qu'une terre fatiguée ne veut plus nourrir appartiennent à quiconque les aide à vivre* » ? (J. Calvet).